

UN TOIT C'EST UN DROIT !

Et c'est à l'État d'assurer ce droit égal pour toutes et tous.

Depuis des mois, les militantes et militants de RESF (Réseau Éducation Sans Frontières) dénoncent les manquements de l'État en matière d'hébergement des sans-papiers et demandeurs d'asile.

Depuis des années les militantes et militants de DAL (Droit Au Logement) dénoncent la faiblesse des politiques engagées pour lutter contre la grande précarité qui pousse des gens à dormir dehors.

Alors que les richesses produites ne cessent d'augmenter. Les bidonvilles que l'on croyait disparus renaissent aux abords de nombreuses villes en France et en Europe, et même maintenant à Clermont-Fd. Face à cette honteuse réalité, les associations caritatives et les services sociaux sont débordés.

A Clermont-Ferrand et dans l'agglomération, c'est la solidarité militante qui évite chaque semaine à plusieurs dizaines de personnes, voire à des enfants, de dormir dehors. Pourtant, à Clermont-Fd, 6 500 logements sont vacants, dont des bâtiments publics

La ministre du logement a raison de parler de réquisition, mais il faut sans attendre aller plus loin. L'État et les préfetures doivent remplir leurs missions.

Les personnes qui ont fui leur pays pour reconstruire leur vie en France doivent être hébergées dans des conditions décentes.

Les personnes victimes du chômage et de la précarité ne doivent pas se retrouver à dormir dans la rue, elles doivent avoir un vrai endroit pour vivre.

MANIFESTATION

**samedi 15 décembre
10h**

Place du 1er Mai



UN TOIT C'EST UN DROIT !

Et c'est à l'État d'assurer ce droit égal pour toutes et tous.

Depuis des mois, les militantes et militants de RESF (Réseau Éducation Sans Frontières) dénoncent les manquements de l'État en matière d'hébergement des sans-papiers et demandeurs d'asile.

Depuis des années les militantes et militants de DAL (Droit Au Logement) dénoncent la faiblesse des politiques engagées pour lutter contre la grande précarité qui pousse des gens à dormir dehors.

Alors que les richesses produites ne cessent d'augmenter. Les bidonvilles que l'on croyait disparus renaissent aux abords de nombreuses villes en France et en Europe, et même maintenant à Clermont-Fd. Face à cette honteuse réalité, les associations caritatives et les services sociaux sont débordés.

A Clermont-Ferrand et dans l'agglomération, c'est la solidarité militante qui évite chaque semaine à plusieurs dizaines de personnes, voire à des enfants, de dormir dehors. Pourtant, à Clermont-Fd, 6 500 logements sont vacants, dont des bâtiments publics

La ministre du logement a raison de parler de réquisition, mais il faut sans attendre aller plus loin. L'État et les préfetures doivent remplir leurs missions.

Les personnes qui ont fui leur pays pour reconstruire leur vie en France doivent être hébergées dans des conditions décentes.

Les personnes victimes du chômage et de la précarité ne doivent pas se retrouver à dormir dans la rue, elles doivent avoir un vrai endroit pour vivre.

MANIFESTATION

**samedi 15 décembre
10h**

Place du 1er Mai

